Intensification de la campagne mondiale d'un million de signatures en faveur de Cuba

UN MILLÓ
DE FIRMA

Queremos llegar a más de un millón de firma
a la actual administración de EE. UU la exclu
de la lista de países patrocinadores del ter
eliminación incondicional del bloqueo que
por la comunidad internacional en su te

FIRMA LA PETICIÓN:

CubaVive.inf

¡CUBA VIVE Y RESISTE!

#FUE

Washington, 22 octobre (RHC) La campagne internationale d'un million de signatures pour exiger que les États-Unis retirent Cuba de la liste des parrains du terrorisme s'intensifie aujourd'hui à l'approche du vote contre le blocus aux Nations Unies.

Dans le cadre de cet effort, le Réseau national de solidarité avec Cuba (NNOC) a illustré, dans une proclamation diffusée sur X, comment le soutien à la nation antillaise dans sa juste revendication s'est étendu à l'ensemble du pays.

Outre les appels à la levée du blocus par l'administration de Joe Biden, il y a aussi l'appel au retrait de l'île de la liste des sponsors du terrorisme, une mesure qui renforce le siège unilatéral subi par le peuple cubain depuis plus de six décennies.

Une trentaine de villes américaines, dont New York, Washington DC, Chicago, Boston, Seattle, Minneapolis et St Paul, Detroit, Pittsburgh, Baltimore, Cleveland, San Francisco et d'autres villes de la région de la baie, Sacramento et Hartford ont adopté des résolutions en faveur de Cuba, indique la brochure.

Les assemblées législatives des États du Minnesota, du Michigan, de l'Illinois et de l'Alabama, ainsi que de nombreux syndicats et organisations aux États-Unis ont exprimé leur soutien à l'île.

En juin dernier, le conseil municipal de New York a adopté à l'unanimité une résolution appelant le président Biden à mettre fin aux politiques draconiennes à l'encontre de Cuba et à retirer immédiatement ce pays des Caraïbes de la liste.

Une centaine de résolutions ont été adoptées ces dernières années par des conseils municipaux, des conseils d'administration de comtés et d'écoles, des assemblées législatives d'État, des syndicats et des organisations, qui représentent au total plus de 54 millions de citoyens américains.

Dans une récente interview accordée à Prensa Latina, Cheryl LaBash, coprésidente de la NNOC, a averti que si M. Biden devait parler au nom du peuple des États-Unis, il lèverait le blocus imposé à Cuba et retirerait à ce pays sa désignation en tant que sponsor du terrorisme.

L'administration démocrate maintient certaines des 243 mesures coercitives de son prédécesseur républicain, y compris la désignation de Cuba sur la liste, indique le tract, qui met également en garde contre les tentatives des républicains du Congrès d'inscrire cette inclusion illégale dans la loi.

L'appel à la collecte du million de signatures - qui compte déjà plus de 370 000 signatures - a été lancé il y a plusieurs mois par les dirigeants de la Confédération syndicale des Amériques, du Forum de Sao Paulo et de l'Assemblée internationale des peuples, entre autres.

Les promoteurs de l'initiative s'accordent à dire que seule la pression internationale peut contribuer à modifier ces politiques.

L'année dernière, 185 pays ont rejeté le blocus de Cuba à l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU), une position constante depuis 1992, date à laquelle Cuba a présenté pour la première fois sa demande devant l'organe multilatéral.

Les 1er et 2 novembre, Cuba présentera à nouveau son rapport à l'AGNU sur les effets du blocus économique, commercial et financier des États-Unis.

Radio Habana Cuba